



**Commune de Carignan de Bordeaux
Mairie – 24 rue de Verdun
33360 CARIGNAN de BORDEAUX**

**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIE
SUR LA COMMUNE**

Règlement de la consultation

**PROCÉDURE ADAPTÉE
MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
N° 2019 – MAPA PI 1
Code de la commande publique articles L 2123-1 à L 2123-7**

Maître d'ouvrage

**Mairie de Carignan de Bordeaux
24 rue de Verdun
33360 Carignan de Bordeaux
Tél. : 05 56 21 21 62
mairie@carignandebdx.fr**

Date et heure de limite de remise des offres : vendredi 28 juin 2019 à 12h00

Table des matières

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

- 1.1 - Objet de la consultation
- 1.2 - Lieux d'exécution
- 1.3 - Enveloppe prévisionnelle des travaux
- 1.4 - Forme et étendue de la consultation
- 1.5 - Décomposition
- 1.6 - Conditions de participation des candidats
- 1.7 - Visite des lieux

Article 2 - Conditions de la consultation

- 2.1 - Pouvoir adjudicateur contractant
- 2.2 - Durée du marché
- 2.3 - Délai de validité des offres
- 2.4 - Mode de règlement du marché et modalité de financement
- 2.5 - Variantes

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres

- 4.1 - Pièces de la candidature
- 4.2 - Pièces de l'offre

Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

- 5.1 - Critères de jugement des candidatures
- 5.2 - Critères de jugement des offres

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Article 7 - Négociation

Article 8 - Recours

Article 9 - Renseignements complémentaires

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet de la consultation

Cette consultation consiste à désigner une équipe de Maîtrise d'œuvre pour une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre de travaux de réfection de voirie et de trottoirs à réaliser pour la Commune de Carignan de Bordeaux.

Le titulaire sera chargé d'accompagner le pouvoir adjudicateur dans :

- La réalisation des études d'avant-projet et de projet de l'opération,
- La passation des contrats de travaux,
- Le suivi de la réalisation des travaux de prestations,
- La réception des ouvrages et le suivi de leur parfait achèvement.

1.2 Lieux d'exécution.

Les lieux d'exécution des travaux sont pour la tranche ferme :

- la rue Beaugey,
- le chemin de Montfavet,
- le chemin de la Devèze,
- l'allée Fitta,

et les tranches optionnelles :

- chemin Ouvré,
- chemins du Pitchou et Oasis,
- chemin du Moulin,
- le parking de la place de la République.

N.B. : l'emprise détaillée des chantiers sera définie lors de la réunion de démarrage de la mission.

1.3 – Forme et étendue de la consultation.

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles, passé suivant une procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles L2123-1 à L 2123-7 du Code de la Commande Publique.

1.4 – Décomposition

Le marché comporte une tranche ferme et des tranches optionnelles.

➤ Détail des missions de la tranche ferme :

- étude d'avant-projet (AVP) pour l'ensemble des tranches optionnelles,
- étude de projet (PRO),
- rédaction des pièces techniques du DCE (BPU, DQE et CCTP sur la base des plans AVP),
- assistance à la passation des contrats de travaux (ACT),
- VISA des études d'exécution (VISA),
- Direction de l'Exécution des travaux (DET),
- Assistance aux opérations de réception (AOR),

1.5 – Conditions de participation des candidats.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprises ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt (cf. document ATTRI2). Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

1.6 – Visite des lieux

Il n'est pas prévu de visite des lieux d'exécution des travaux organisée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE CONSULTATION

2.1 – Pouvoir adjudicateur contractant

Mairie de Carignan de Bordeaux
Hôtel de ville
24 rue de Verdun
33360 CARIGNAN de BORDEAUX
Téléphone : 05.56.21.21.62.
Télécopie : 05.56.68.32.32
Mail : mairie@carignandebdx.fr

L'autorité compétente est le Maire de Carignan de Bordeaux, Monsieur Frank MONTEIL, agissant en vertu de la délibération n° 2017-50 du 30 mai 2017 modifiée par la délibération N° 2017-92 du 28 juin 2017.

2.2 – Durée du marché

Le délai d'exécution est fixé comme suit :

- tranche ferme et optionnelles : 6 mois à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant le commencement des prestations.
- tranche optionnelles : 6 mois à compter de la date d'affermissement de la tranche optionnelle.

Un planning détaillé par tranche tenant compte des délais de validation du maître d'ouvrage sera joint en annexe au marché.

A titre indicatif les prestations de la tranche ferme sont prévues de débiter au **1^{er} septembre 2019**.

2.3 – Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 – Mode de règlement du marché et modalité de financement.

Les sommes dues au titulaire du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Paiement par mandat administratif du comptable assignataire.

Les prestations sont financées sur fonds propres de la collectivité.

2.5 – Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Règlement de la consultation (RC),
- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles : document ATTRI1,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Un plan présentant les voiries concernées par la présente consultation.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat qui en fera la demande.

Il est consultable et téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : www.carignandebordeaux.fr

Le candidat est tenu de vérifier le contenu du dossier transmis et sa conformité à la liste des pièces fournies. Aucun délai supplémentaire ni aucun recours ne pourra être accepté du fait du dossier incomplet.

La Commune se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base modifiée sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.

Tous les documents qui sont transmis en appui de l'offre doivent être rédigés en langue **Française** et exprimée en **Euro**.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 – Pièces de la candidature (article L2142-1 du Code de la Commande Publique)

Les candidats devront fournir, sous peine de rejet de leur candidature, les documents suivants :

- Lettre de candidature au modèle DC1 datée et signée par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- Déclaration du candidat modèle DC2,
- Extrait Kbis,
- Références dans le domaine de la prestation (prestation de même nature et de même importance) de ces trois dernières années (en indiquant les coordonnées d'un correspondant à joindre auprès du destinataire de la prestation),
- Moyens humains et techniques dans le domaine de la prestation,
- les qualifications OPQIBI ou certificats équivalents établis par des tiers attestant de capacités professionnelles et techniques d'une structure d'ingénierie. Réaliser les prestations suivantes : qualification 1811 – ingénierie de voirie et réseaux divers courants.

A l'issue de la consultation et en application des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande Publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir, dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de cette demande par la Commune :

- a) Une attestation de régularité fiscale établie au 31 décembre de l'année précédant la date de lancement de la consultation.
- b) Une attestation sociale auprès des services sociaux ou en ligne sur le www.urssaf.fr ou MSA.

- c) Les pièces mentionnées à l'article R8222-5 du Code du travail (ou à l'article D.8222-7 si le cocontractant est établi ou domicilié à l'étranger, en ce cas ils devront être traduits en langue française).

Si le candidat le souhaite, il peut joindre directement ces documents à ses pièces de candidature.

4.2 – Pièces de l'offre

Le candidat produira un projet de marché comprenant :

- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complété, daté et signé,
- Le cahier des charges administratives particulières (CCAP) à accepter et signer sans aucune modifications,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes à accepter et signer sans aucune modification,
- Un mémoire technique présentant les modalités pratiques envisagées pour l'organisation et la conduite des prestations et notamment :
 - Les moyens humains et techniques spécifiques à l'offre,
 - Un devis descriptif et détaillé par tranche d'étude permettant de juger le coût global de la prestation,
 - Une proposition de planning indiquant les délais en jours/heures par tranche et notamment la date de remise du DCE pour les travaux de la tranche ferme.

A l'issue de la consultation, selon les articles précités, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir, dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de cette demande par la Commune, l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles, complété, daté et signé par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat, et le cas échéant l'ATTRI2, déclaration de sous-traitance.

Si le candidat retenu ne peut produire les pièces mentionnées ci-dessus dans ce délai, son offre est rejetée et l'élimination est prononcée.

ARTICLE 5 – SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1 – Critère de jugement des candidatures

Le pouvoir adjudicateur analysera les candidatures en prenant compte :

- les capacités et garanties techniques et financières,
- les capacités professionnelles.

Dans les conditions des articles L2142-1 du Code de la Commande Publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, lors de l'examen des candidatures, de demander aux candidats concernés de produire ou compléter les pièces dont la production est réclamée si celles-ci sont absentes ou incomplètes, dans un délai indiqué.

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R 2142-5 à R 2142-12 du Code de la Commande Publique ou qui ne sont pas accompagnées des pièces demandées à l'article 4 ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

5.2 – Critères de jugement des offres

Le choix de l'attributaire est fondé sur l'offre économique la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous et retenus pour le jugement des offres pondérées de la manière suivante :

Critère	Pondération en %
1 – Valeur technique au regard du mémoire technique indiquant : les capacités techniques, la méthodologie, le planning, les moyens humains et matériels.	60%
2 – Prix des prestations.	40 %

Concernant le critère n° 1 (100 points) : l'analyse des offres sera effectuée sur la base des critères suivants :

- un mémoire technique comprenant un descriptif précis concernant la méthodologie et le suivi proposée pour l'exécution des missions, comprenant notamment les moyens humains et matériels mis en œuvre : **40 points**,
- une présentation de l'équipe qui sera impliquée dans l'exécution du marché en indiquant notamment le nombre de professionnels avec pour chacun d'entre eux, leurs qualification, diplômes, années d'expérience, références d'opération, répartition des responsabilités de chaque membre : **20 points**,
- le délai d'exécution : **20 points**.
- un planning détaillé indiquant les délais en jours/heures par tranche : **20 points**,

Concernant le critère n° 2 (100 points) : le critère « prix » sera apprécié au regard des prix proposés sur le bordereau des prix unitaires.

La meilleure offre de prix se voit attribuer la note de 100. Pour les autres candidats la formule utilisée sera la suivante (meilleure offre / offre de prix du candidat) X 100.

Le classement des offres, par ordre décroissant, est établi après examen.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats auront à produire un dossier complet par voie électronique uniquement.

Offre remise par voie électronique. : au plus tard le vendredi 28 juin 2019 à 12h00

Les candidatures et les offres pourront être déposées à l'adresse suivante : <https://demat.ampa.fr>

**CONFORMEMENT A L'ARTICLE R 2143-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
LES PLIS PARVENUS HORS DELAIS NE SERONT PAS RETENUS TOUT COMME LES
PLIS REMIS SOUS ENVELOPPE PAPIER.**

ARTICLE 7 – NÉGOCIATION

L'acheteur public pourra engager des négociations avec les auteurs des offres initiales jugées comme « économiquement les plus avantageuses ». Toutefois, il pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales, conformément à l'article R 2123-5 du Code de la commande publique.

Les formes et conditions de la négociation seront les mêmes pour l'ensemble des candidats admis à négocier. Ils en sont informés par tout moyen après analyse. La négociation pourra porter sur les conditions techniques et financières de l'offre des candidats ainsi que sur les points non substantiels du cahier des charges.

A l'issue de la négociation, les candidats devront remettre une nouvelle offre. Ces offres seront analysées et classées selon la méthode exposée ci-dessus. La négociation ne peut modifier le classement des candidats qui n'ont pas été admis à négocier.

Ces dispositions ne font pas obstacle à une déclaration sans suite avec ou sans relance de procédure.

ARTICLE 8 – RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel les renseignements concernant leur introduction peuvent être obtenus :

Tribunal Administratif de BORDEAUX
9 rue Tastet – 33000 BORDEAUX
Téléphone : 05.56.99.38.00

Introduction des recours (délais) :

- à tout moment avant la conclusion du contrat (article L551-1 et R551.1 du Code de la justice administrative),
- dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 21-1 du Code de la justice administrative).

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les demandes de renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être faites par mail à l'adresse suivante : dgs@carignandebdx.fr.

Une réponse sera alors adressée en temps utiles à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.